

ANNEXE 1 - Modèle de courrier (1^{ère} étape avant l'arrêté de mise en demeure)

Lettre de signalement au détenteur des déchets (LRAR)

Objet : Abandon de déchets Madame, Monsieur,

Par la présente je vous informe avoir constaté que vous avez déposé des déchets sur la parcelle cadastrée section n° au lieu-dit

Tout dépôt illégal de déchets, sur un terrain public ou privé est strictement interdit.

L'article L.541-2 du code de l'environnement dispose que « toute personne qui produit ou détient des déchets [...] est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination, dans des conditions propres à éviter lesdits effets ». Vous êtes, en tant que détenteur de ces déchets, responsable de leur gestion.

Je vous invite à me faire part, dans un délai [minimum 10 jours] à réception du présent courrier, de vos observations, écrites ou orales, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de votre choix.

À l'issue de ce délai, je vous mettrai en demeure de procéder ou faire procéder à l'enlèvement des déchets et à leur élimination dans des installations appropriées (déchetterie, site de compostage, installation autorisée, incinérateur agréé, etc....).

Le non-respect de cette mise en demeure vous expose aux sanctions prévues par le I de l'article L.541-3 du code de l'environnement, à savoir :

- la consignation entre les mains du comptable public de la somme correspondant au montant des mesures prescrites ;
- le versement d'une astreinte journalière pouvant aller jusqu'à 1 500 € ;
- le paiement d'une amende au plus égale à 150 000 €.

Enfin, la procédure d'exécution d'office des mesures prescrites, en votre lieu et place et à vos frais, pourra être mise en œuvre à votre encontre.

La protection de l'environnement est l'affaire de tous et il est du devoir de chacun (personne publique ou privée dans toutes ses activités) de veiller à sa sauvegarde (art. L.110-2 du code de l'environnement).

Aussi, j'espère pouvoir compter sur votre prompt intervention pour résorber ce dépôt sauvage.

Confiant en votre action, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations les meilleures.

Le Maire

ANNEXE 2 - Exemple d'arrêté de mise en demeure

ARRETE n° XXXXX du XXXXX portant mise en demeure de M. ou Mme XXXXX d'éliminer un dépôt illégal de déchets sur la commune de XXXXXX

Le Maire de la commune de XX

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.541.2 et L. 541-3 ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2224-13 à L. 2224-17 ;
VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-1 et 1311-2 ;
VU le code pénal et notamment ses articles R. 610-5, R. 632-1, R. 633-6, R. 635-8 et R. 644-2 ;
VU le code de l'urbanisme, en particulier ses articles *R. 421-19, *R. 421-23 et L. 480-1 à 4 (si besoin) ;
VU le code forestier notamment ses articles L. 161-1 et L. 322-2 (si besoin) ;
VU le code de la voirie routière, article *R. 116-2 (si besoin) ;
VU l'arrêté préfectoral du 09/05/1979 modifié portant application du règlement sanitaire départemental et notamment ses articles 84 et 85 ;
VU l'arrêté du XXXXXX fixant les conditions de la collecte des déchets ménagers dans la commune ;
VU [ajoutez autres textes si besoin] ;
VU le rapport de [l'officier de police municipale] transmis à l'auteur des faits par courrier en date du [date] conformément à l'article L. 541-3 du code de l'environnement ;
VU le courrier du maire en date du [date] informant M. Mme X ou la société Y de la procédure de mise en demeure susceptible d'être mise en place et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément à l'article L. 541-3 du code de l'environnement ;
VU les observations de l'auteur des faits formulées par courrier en date du [précisez la date] ;
ou bien
VU l'absence de réponse écrites ou orales de l'auteur des faits à la transmission du rapport susvisé dans le délai de dix jours ;

- Considérant** qu'il appartient au Maire de prendre dans le domaine de sa compétence les mesures appropriées pour préserver la tranquillité publique ;
Considérant que lors de la visite en date du [date] [ou l'examen des éléments en sa possession], [l'officier de police municipale] a constaté les faits suivants :
(Décrire précisément les constats des d'inobservations des prescriptions applicables)
Considérant que le dépôt constitué par M. XXXXX ou de la société XXXXX sur le terrain sis... occasionne des nuisances pour l'environnement, le voisinage et est de nature à porter atteinte à la salubrité publique.
Considérant qu'en vertu de l'article 84 du règlement sanitaire départemental, tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritres de quelque matière que ce soit est interdit ;
Considérant que, selon l'article L. 541-2 du code de l'environnement « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion [...] ».
Considérant que, contrairement aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement, M. XXXXX ou de la société XXXXX n'a pas pris les dispositions nécessaires pour s'assurer de la bonne élimination des déchets ;
Considérant qu'aux termes de l'article L. 541-3 du code de l'environnement susvisé « Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé (...) ».
Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article [précisez le numéro de l'article] de l'arrêté [municipal du JJ MM AAAA] susvisé ; [si pertinent]
Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement en mettant en demeure M. XXXXX ou de la société XXXXX de respecter les dispositions de l'article L.541-2 de ce même code [ou précisez le numéro de l'article de l'arrêté municipal susvisé si pertinent] afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 – Mme/M. X ou la société XY demeurant [précisez l'adresse] sur la commune de [précisez le nom de la commune] est mis(e) en demeure de respecter les dispositions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement [ou précisez le numéro de l'article de l'arrêté municipal susvisé si pertinent] en évacuant les déchets qu'il a abandonnés sur le terrain sis XXXXXX et de les faire éliminer dans une installation dûment agréée à cet effet dans un délai de [précisez la durée en fonction des travaux à réaliser] mois à compter de la notification du présent arrêté.

[**Article 2** – Mme/M. X devra verser une amende de XX € (maximum 15 000 €) de faire clôturer le terrain afin d'éviter que de tels dépôts se reproduisent. (Si souhaité)]

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

Article 4 – La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de [précisez le tribunal compétent], dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 5 – Le maire de la commune de XX est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie est transmise, pour information, au propriétaire du terrain concerné [si différent de l'auteur des faits]. Le présent arrêté sera notifié à Mme/M. X ou à la société XY et publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Lieu le JJ MM AAAA
Signature / cachet

Nom Prénom et qualité du signataire